

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
7 au 13 mai 1998

10,00 F

Pour l'égalité: un projet et des combats

EN MEME TEMPS que la sauterelle du système économique continue ses ravages en se mondialisant, il faut bien constater une montée en puissance de son rejet. Ces traces de résistance et d'oppositions à cette organisation qui nous est présentée comme bénéfique et même comme la fin de l'histoire, sont multiples et encourageantes pour qui sait les déceler.

Sur le plan de l'opinion et de la pensée, on note la progression du lectorat des journaux qui dénoncent le libéralisme et les maîtres du monde. Des intellectuels (parmi les plus connus: Bourdieu, Jaquart...) opposés à l'ordre dominant sont connus et lus par le grand public. Des livres dénonçant l'état de nos sociétés sont des succès en librairie: *L'Horreur économique*, *Que la*

Pour autant, il convient de regarder les événements avec du recul. Car les critiques, justifiées, contre le libéralisme ne dépassent pas le stade d'un refus de cette forme particulière du capitalisme. À y bien regarder en fait, on trouve en filigrane de cette contestation une certaine nostalgie pour un capitalisme à «visage plus humain», où les travailleurs auraient une prétendue influence sur les décisions économiques et politiques prises, un capitalisme «à la française» presque national, avec un État-Providence presque paternaliste au rôle directif dans la gestion de l'économie et avec à sa tête une «gauche plus juste»... Mais la dénonciation du libéralisme est une chose, le rejet clair de l'organisation économique et politique installée par le capitalisme et les États en est une autre.

réhabilitée à travers la justification d'un mécanisme étatique de régulation des marchés. Plus généralement, on accepte le principe de la spéculation et de la richesse, à condition qu'il soit davantage taxé. La belle affaire! Allons, faisons-nous à l'idée que toute l'opposition anti-libérale n'est pas révolutionnaire, mais qu'il faut en tirer profit pour notre démarche libertaire.

Lutter pour quoi?

Dans ce contexte où la remise en cause de l'ordre libéral dominant ne s'accompagne pas d'une remise en cause authentique du capitalisme, en même temps que la multiplication et le renforcement des luttes, il y a un sentiment d'impuissance qui semble émerger parfois. Nous avons tous rencontré ces militants (syn-

• Mai 68 à 30 ans,
• et la révolution ?
• page 5

• Israël a 50 ans,
• et la Palestine ?
• page 6



guerre économique est jolie, Les nouveaux chiens de garde...

Résister à quoi?

Sur le plan politique, il faut noter que la revendication antilibérale devient un point de référence pour de nombreux mouvements sociaux et politiques du monde entier. En plus, ces résistances sur le plan de l'opinion et de la pensée s'accompagnent de revendications sociales fortes, qui visent de plus en plus l'autonomie par rapport aux pouvoirs, qu'ils soient économiques ou politiques.

Ainsi, Bourdieu, dans le *Monde diplomatique* de mars, lance une nouvelle charge contre le système triomphant pour mieux réclamer l'institution d'un... «État national [...] ou supranational (étape vers un État mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers [...]». Dans ce même numéro du *Diplo*, on trouve un article (*La nation contre le nationalisme*) qui pose l'idée de nation comme «recours contre la barbarie de la mondialisation!» Ailleurs, dans un hebdo très lu jusque dans nos rangs, on rencontre des articles qui font des S.E.L. (Systèmes d'échanges locaux) des créations du plus odieux libéralisme, puisque les S.E.L. tentent d'organiser une économie parallèle en court-circuitant l'État! Dans ces différents cas de figure, il n'y a aucune réflexion pour un dépassement du capitalisme. Pis, l'idée de nation y est

dicaux, associatifs...) qui ne savent plus vers quoi canaliser leur démarche: ils sont en recherche d'un projet global dans lequel leurs efforts pourraient s'insérer, mais ne le trouvent pas. Ils sont en errance, condamnés à s'acquiescer avec les expulseurs de sans-papiers ou de chômeurs en lutte au gré des changements politiques. Comment un défenseur des libertés arrive-t-il encore aujourd'hui à justifier le caractère de plus en plus répressif de l'État? Comment les gens qui défilent contre le F.N. font-ils pour fermer les yeux sur les charters de Chevènement? Comment un syndicaliste fait-il pour inscrire son combat au sein d'une société où les forces d'argent et d'injustice sociale sont toujours dominantes? Les militants antiracistes ne sont-ils là que pour rappeler à l'État les limites juridiques de ses pratiques racistes constantes à travers les âges? Toutes ces contradictions, que les ●●● page 8

EDITORIAL

Décidément, nous ne cessons de célébrer des anniversaires historiques en tout genre. Aujourd'hui nous soufflons les trente bougies de Mai 68. Pour faire table rase du passé et surtout éviter la moindre analyse dérangeante sur des sujets sociaux, l'astuce de notre société capitaliste consiste à transformer ceux-ci en véritables produits de consommation de masse. Même l'idéologie révolutionnaire est devenue une marchandise. Après nous avoir vendu du Che via un chant de lutte transformé en tube de variété, le créneau soixante-huitard semble porter. Comme le lancement d'un film de Spielberg, les «événements» sont mis en vente avec machinerie commerciale à l'appui. Au moins une trentaine d'émissions télé, des livres, des romans-photos, un CD rom, des posters et jusqu'aux affiches de l'époque vendues aux enchères à Drouot. La célèbre CRS SS coûte seulement la bagatelle de 6 300 F. Bien sûr, derrière tout ce folklore («une page de publicité puis retour sur les barricades» comme dit l'animatrice de RTL...), une bonne pression idéologique pour renforcer dans toutes les têtes que ce moment d'histoire était bien gentil mais trop violent, que la transformation sociale n'a plus lieu d'être... bref une édulcoration et une vision réactionnaire délivrée en guise de certificat de garantie.

A cela viennent s'ajouter les témoignages des anciens leaders. La plupart, après avoir occupé les facs, occupent désormais les salons du pouvoir ou ses anti-chambres. «L'imagination au pouvoir!» n'était donc pas un vain mot d'ordre! Henri Weber (ex-L.C.R.) devenu sénateur P.S. se repend des bêtises de sa jeunesse à longueur d'interviews. Mais laissons causer la star mégalo, Daniel Cohen-Bendit: «Pour aider les chômeurs, je propose de créer un revenu minimal garanti en taxant l'énergie, à savoir 18 F le litre d'essence pendant dix ans...» «Je suis un réformiste radical qui veut rééquilibrer la gauche en France...» «Seul le parlementarisme peut amener la réforme, la révolution ayant toujours une idéologie totalitaire». «Il ne faut pas que ça pète car ce serait désespéré, il n'y a pas de projet, le réformisme se doit d'amener un espoir sinon les extrémismes bloquent les processus de transformation de la société». «La réforme oui, la chienlit non», cette célèbre phrase de De Gaulle devient le leitmotiv de ce monsieur. L'espiègle provo de 68 est devenu le triste bouffon de 98.

Nos propos ne se veulent ni sectaires ni puristes. Certes, après avoir été déçu de ne pas voir poindre le grand soir, s'occuper de soi ou être dans l'associatif peut se comprendre, mais devenir les porte-paroles idéologiques d'un système capitaliste qui en trente ans a développé comme jamais misère sociale et racisme, alors là, non. L'anonyme ouvrière de chez Wonder qui, en juin 68, pleurait et exprimait sa rage de retourner bosser dans son usine, que peut-elle penser aujourd'hui des tristes pitreries de ceux qui, paraît-il, voulaient faire la révolution? Heureusement certaines et certains ont toujours cet objectif. Nous en sommes, plus que jamais.

ISSN 0026-9433 - N° 1122

M 2137 - 1122 - 10,00 F



FOP 2520

L'éducation populaire

Au moment où paraît le rapport Meyrieux sur les lycées et collèges où enseignants, parents d'élèves et élèves se battent depuis plusieurs mois en Seine-Saint-Denis il nous paraît intéressant de présenter dans nos colonnes une autre conception, libérale, de l'éducation et de la finalité de l'école.

Racines

Au début du siècle, le mouvement ouvrier a avancé la revendication des trois huit (huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos). Dans ce contexte, l'éducation de base, la formation professionnelle, la santé, les loisirs ont été des préoccupations logiques pour le mouvement ouvrier. Les organismes sanitaires et sociaux dont ils se dota illustrent ce que pouvaient devenir des conditions de vie décentes. Fleurirent ici ou là des cours de formation professionnelle donnés dans les bourses du travail, des universités populaires, des centres éducatifs ou sanitaires. Des mouvements pédagogiques issus de la pensée marxiste, socialiste ou anarchiste s'associèrent à ce bouillonnement. Ils donnèrent naissance à une pédagogie humaniste et créative. Ces centres éducatifs furent de véritables laboratoires sociaux et pédagogiques. Ils donnèrent sens à des revendications communes au mouvement syndical et humaniste. Ils jetèrent les bases d'une école de peuple.

Le cinquantième anniversaire des lois laïques sonna le glas de l'éducation pionnière et indépendante de l'État. Il révéla la stagnation des centres éducatifs autonomes. Les programmes d'autoformation furent abandonnés par les mouvements syndicaux et politiques. Seules demeuraient à la marge de l'institution scolaire les organisations socio-éducatives. Ces dernières remplaçaient un service d'animation non fourni par l'appareil d'État. Un consensus entre l'État, le patronat et les organisations ouvrières fut trouvé autour de la défense de l'enseignement public. À des démarches pédagogiques offensives se substituèrent des propositions de consoli-

datations de l'appareil scolaire et de son amélioration. La défense du service public effaça la revendication de l'école au service du peuple. Les mouvements pédagogiques tels l'I.C.E.M. et les G.F.E.N. n'ont ainsi jamais dépassé les limites fixées par l'État et obéirent à la loi de l'institution scolaire.

À l'aube de ce XXI^e siècle ce consensus impose sans que les mouvements pédagogiques ou les organisations professionnelles aient une alternative globale à proposer pour remplacer le système scolaire actuel (privé, public ou patronal). L'égalité des chances, ciment de ce consensus scolaire offrait des possibilités certaines d'ascension sociale pour certaines couches de la population. À la lumière de la crise mondiale, de la pensée unique, l'école n'apparaît plus comme la voie royale d'avancement social. L'État n'a pas substitué au service public d'alphabétisation (l'école Jules Ferry) un service public d'éducation plus souple, ouvert sur le monde. Cette institution scolaire apparaît aux yeux de tous irréformable (1), et n'offre plus qu'un enseignement médiocre pour le plus grand nombre (2).

Postulat.

À l'origine l'éducation populaire agissait à l'intérieur et à l'extérieur de l'école d'État. Aujourd'hui elle s'est figée dans une logique techniciste. Coincée entre le manque de perspectives sociales d'un mouvement ouvrier éclaté et une logique professionnelle de réparation sociale elle s'est évanouie dans les limbes des lendemains qui déchantent. Accompagnant un rêve social (construire dès aujourd'hui le monde nouveau) elle donnait sens à la présence, au travail, à

l'apprentissage des uns et des autres. Il n'y avait pas d'objet d'apprentissage (la personne au cœur du projet pédagogique) mais un ensemble de participants (éducateurs et éduqués travaillant ensemble à un projet social, culturel ou éducatif). Les méthodes pédagogiques, les projets sociaux s'imbriquaient les uns les autres. Tirée à hue et à dia suivant les projets politiques des uns et la création pédagogique des autres, le mouvement d'éducation populaire embrassa les divisions politiques et syndicales. La hiérarchisation des revendications, le verrouillage politique ont induit un morcellement de la pensée éducatrice. Le tout pédagogique abandonne le secteur revendicatif et se contente de colmater les aspérités institutionnelles les plus graves. L'urgence revendicative oubliée d'une alternative éducative conduit à un programme scolaire frioleux.

Petit à petit les organisations éducatives se sont contentées du secteur laissé par l'État (scolarité privée, activités périscolaires, centres sociaux) et se sont tournées vers l'autosatisfaction de leur besoin. Cette professionnalisation de l'animation ou de la formation rompit les derniers ponts qui les reliaient à un projet de transformation sociale. À l'éclatement du sujet social correspond l'éparpillement des lieux de socialisation.

Les expériences pédagogiques, à l'intérieur ou à l'extérieur du système scolaire prirent le parti du repli stratégique. Elles s'enfermèrent dans une logique autarcique. La transformation du système scolaire par l'exemplarité fut parfois jetée aux limbes d'un futur de plus en plus flou. La rupture consommée avec un mouvement social (syndicats, associations éducatives) même balbutiant inclut l'éducation non plus dans le champ politique radical mais dans ceux de l'humanisme et de l'utopie de la réforme. Enfermées dans le système scolaire dominant ou vivotant à sa marge ces expériences ne purent élargir leur champ d'action au delà des limites institutionnelles. Les uns n'ont pu fédérer des pratiques éducatives voisines. Les autres ficelées par des problématiques de survie économique et individualiste n'ont pas inséré leurs activités à une globalité sociale fédératrice.

Ce véritable casse-tête politique, social et pédagogique n'est toujours pas résolu et d'ailleurs doit-il l'être? Faut-il calquer nos projets sur la structure éducative dominante?

Entre pédagogie et politique.

Tel le Moloch de l'histoire de l'appareil d'État s'empresse de professionnaliser des méthodes pédagogiques ou sociales issues de cette double expérience. Ravalier des projets éducatifs à de simples techniques de transmission des savoirs d'habitus sociaux a vidé ces outils de leur fonction première, de leur

sens profond : à savoir l'élaboration même parcellaire d'une culture pour tous, d'une éducation au service de tous. Cet objectif utopiste de créer des espaces, des outils adéquats à des besoins sociaux avait le mérite d'ouvrir les portes à l'imaginaire, à l'autonomie d'une pensée en mouvement. Cette œuvre libératrice rompait définitivement avec la hiérarchie des fonctions, valorisait la personne en tant que sujet de sa vie, de ses savoir-faire, de ses désirs.

S'appuyant à la fois sur l'expérience collective et individuelle des personnes, l'éducation populaire a le mérite d'orga-

démocratiques. Une dialectique particulière gère les liens qui rattachent la personne au groupe ou à son environnement social et familial. Le dialogue, la participation, la responsabilité donnent sens au processus éducatif. En cela les expériences d'éducation populaire dans les « pays en voie de développement » (notamment au Sénégal) (4) montrent que le mouvement, l'expérimentation collective, le tâtonnement social sont plus émancipateurs et créatifs que la simple application de méthodologies culturelles découvertes ou approfondies par d'autres. Ce processus fondateur lie



niser des processus socioculturels diffus. Ces processus interconnectés deviennent les véritables moteurs d'une pensée éducative, d'un mouvement culturel émancipateur. L'apprenant n'est plus l'objet d'un projet pédagogique mais coauteur d'entreprises cognitives et culturelles. Le partenariat, l'entre-apprentissage structurent des savoir-faire et les transforment en outils de compréhension sociale. Une dialectique groupe-individu-groupe donne sens à la fois à la présence de la personne, à ses apprentissages et à leur structuration. Ce dynamisme s'appuie sur les avancées des recherches en sciences humaines en matière de socialisation et de didactique. Cet « apprendre ensemble » se différencie de la simple mise en place de techniques éducatives au service de la paix sociale (3) dans la mesure où il place l'individu au cœur du processus éducatif en terme d'acteur social, d'auteur culturel. L'émancipation individuelle est le moteur de ces échanges et induit des méthodes d'organisation profondément

solidement les lieux éducatifs à des réseaux, à des mouvements sociaux en rupture avec le système culturel dominant. Ce mouvement sphérique différencie structurellement une éducation globale de la personne d'une simple retransmission pyramidale des savoirs. La première caractérise une éducation au service des personnes, la seconde définit un système scolaire au service du pouvoir en place.

Thyde Rosell

(1) Cf. « L'école mode d'emploi » de Philippe Meirieu. E.S.F. éditeur

(2) Cf. « Éducation et équité ». O.C.D.E.

(3) La paix sociale sous-tend la mise en place d'outils susceptibles de permettre à l'individu de mieux supporter les oppressions de la vie quotidienne (violences urbaines ou scolaires, acculturation et vide social, minima sociaux et précarité).

(4) Cf. Le programme de facilitation des apprentissages populaires; Perspectives pour un changement créateur: le développement de l'expérimentation sociale. ENDA-GRAF Sahel.

abonnez-vous!

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Avril 1998 : Le Furet : 1070 F; Richard H. : 710 F; Neel J-S : 210 F; Landry M, Baque. : 110 F; Bouey, François J., groupe de Rouen FA, Guyot S. : 100 F; Julie : 70 F; Guillonnet, Combes P., Forestier, Gueit, Troadec, Argoud J., Aumeunier S, Geoffroy L., Blanc P., Compagnon, Pignot, Bellaton, Ronco, Berton M., Fontaine C., Perret B., Boucher, Claude E., Guibert L. Thornary : 60 F.
Total = 3 880 F.

Sur les pavés, le mammoth!

LANCÉ LE 12 MARS DERNIER, le mouvement de grève des enseignants de Seine-Saint-Denis s'offre un joli mois de mai... Les raisons du conflit sont connues (lire le *Monde Libertaire* du 2 avril 1998). Le 93 est un département « sans moyens » additionnant les handicaps : manque de profs, de personnels sociaux, ouvriers, administratifs ; les taux de réussite scolaire y sont inférieurs aux moyennes nationales (1) ; 28 % des enfants scolarisés sortent du système sans diplôme.

Le « plan de rattrapage » proposé par Ségolène Royal et Claude Allègre respectivement ministre déléguée à l'Enseignement et ministre en chef a eu un effet détonnant : dix manifestations à Paris du 17 mars au 1^{er} mai 1998 ! La veille, jeudi 30 avril, Claude Allègre daignait enfin recevoir une délégation de grévistes et de parents d'élèves pour leur proposer un nouveau plan pluriannuel prévoyant la création de 3 000 postes d'enseignants et de personnels en trois ans... nettement mieux que les 200 postes annoncés précédemment... Côté rue donc, les mammoths ont des oreilles.

Côté cour, par contre, les bureaucraties syndicales ont peu apprécié la création du Collectif des Établissements en Lutte de Seine-Saint-Denis.

Du S.G.E.N.-C.F.D.T. au S.N.E.S. (le syndicat des profs) en passant par le S.N.U.I.P.P. (celui des instituteurs et des professeurs du primaire) ces deux derniers étant affiliés à la F.S.U. et majoritaires dans la corporation, l'arrivée d'une telle organisation dans le conflit n'a pas été accueillie chaudement... Il aura fallu attendre huit semaines (certes, vacances scolaires comprises!) pour qu'une date unitaire et une action régionale appelant les personnels des trois académies de Paris, Versailles et Créteil soit programmée. Cette journée était prévue mardi 5 mai. Les écoles du Val-de-Marne seraient-elles mieux loties que celles de Seine-Saint-Denis? Mystère syndical!...

La peur d'éventuels redéploiements de moyens a-t-elle réveillé les syndicats? Ou bien, celle de la contagion des luttes a-t-elle, une fois encore, effrayé la F.S.U. et ses satellites? Un petit cocktail des deux, certainement, l'a tout aussi inquiétée qu'agitée!...

Pas facile d'être un syndicaliste quand on a un pied dans la cogestion — on cause avec le ministre, on participe aux réunions paritaires, on donne son avis sur le mouvement des agents ou sur la réforme des lycées...

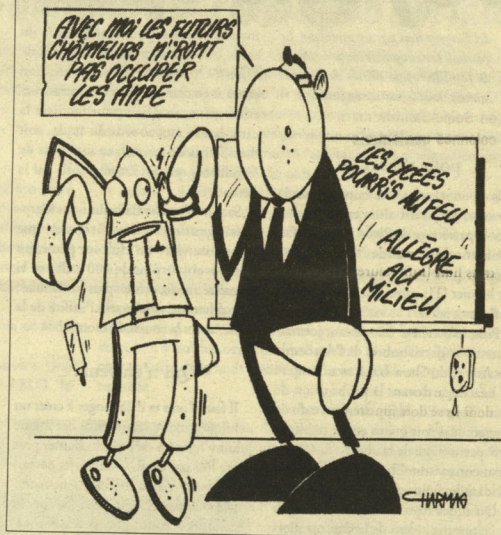
Mais la crainte d'être « court-circuité » par le ministre passe encore, on peut pousser sa gueulante, s'irriter comme l'a fait Monique Vuailat, secrétaire du S.N.E.S. à Lyon, lors du Colloque national sur « La rénovation du lycée ».

Mais être court-circuité par ses adhérents, ses collègues... par un département en colère : la Seine-Saint-Denis... Il y a de quoi arrêter une grève ou négocier contre les acteurs eux-mêmes une fin de conflit que l'on dira honorable! 3 000 postes pour le 93... Soyons réalistes, ne demandons plus l'impossible!

Alain Dervin
groupe P. Besnard

(1) Les taux de réussite scolaire en Seine-Saint-Denis sont : Brevet des Collèges : 62 % (moyenne nationale : 75 %), Baccalauréat général : 65 % (moyenne nationale : 76 %), Baccalauréat professionnel : 67 % (moyenne nationale : 78 %).

RÉNOVIATION DU LYCÉE



LYON

Grève de la faim contre la double peine

A LYON, DIX ALGÉRIENS sont en grève de la faim illimitée depuis le 10 avril. Hébergés au local des JALB (1), association à l'initiative de cette lutte, ils revendiquent l'abrogation de leur expulsion, leur régularisation et la fin de la double peine (2), pratique de « bannissement » dont ils sont victimes.

Aujourd'hui âgés de trente-cinq à quarante ans, parents d'enfants français et conjoints de françaises, ils sont tous nés ou arrivés très jeunes en France. Il y a des années, ils ont commis de petits délits. Ayant auparavant négligé de faire valoir leur droit à la nationalité française, toute leur vie s'est alors écroulée. À leur sortie de prison, ils ont dû plonger dans la clandestinité pour éviter une expulsion programmée. Depuis, ils sont sans-papiers.

Ne rentrant évidemment pas dans le cadre des critères de régularisation de la circulaire Chevènement, la lutte reste leur seul espoir.

Déterminés, ils estiment ne rien avoir à perdre. Après plus de trois semaines, leur grève de la faim, sans apports en sucres, est entrée dans une phase critique. Ils risquent des séquelles graves et irrémédiables, leur vie même est en danger. Jeudi 30 avril, l'un d'entre eux, trop affaibli, a dû être durablement hospitalisé.

Aux demandes de négociations, la préfecture répond par le silence et le mépris. Le 28 avril, Quinqueton, conseiller auprès du cabinet de Chevènement, a confirmé, par téléphone, une vague promesse d'examiner les dossiers au cas par cas contre l'arrêt du mouvement. Les grévistes ont rejeté cette proposition : ils exigent, pour chacun d'entre eux, une carte de résident, titre de séjour de dix ans qu'ils possédaient tous avant leur condamnation.

Déjà significative, plusieurs milliers de signatures sur une pétition envoyée à Jospin, la mobilisation doit encore prendre de l'ampleur. La double peine constitue incontestablement un élément de préférence nationale. Tous nos bons républicains, Chevènement en tête, proclament leur antifascisme mais acceptent sans sourciller cette entorse aux principes d'égalité qu'ils prétendent défendre. Il est vrai qu'ils n'en sont pas à une contradiction près...

Mouloud. — groupe Durruti

(1) « Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue » est une association communautaire. Née au milieu des années quatre-vingts, elle n'existe que dans l'agglomération lyonnaise.

(2) Un juge qui condamne en pénal un étranger en situation régulière à une peine d'au moins un an de prison ferme peut décider d'y ajouter une peine supplémentaire : l'interdiction du territoire. C'est ce qu'on appelle la double peine, instaurée par Pasqua en 1986. Sur ce sujet, la loi Chevènement ne change rien au dispositif antérieur.

L'ordre moral ne passera pas

SAMEDI 25 AVRIL, les associations de la « défense de la vie », comme elles disent, étaient encore présentes dans la rue à Paris. Ces groupes d'intégristes manifestaient en deux endroits différents. D'une part, ils tentaient une fois de plus de terroriser le personnel et les usagers d'une clinique (la clinique Jeanne-d'Arc, dans le XIII^e arrondissement). Cette tentative avorta lamentablement, ils furent embarqués presque immédiatement. La mobilisation libertaire (S.C.A.L.P., C.N.T., F.A.) fut très importante, comme d'habitude.

D'autre part, ils occupaient le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Là aussi, des manifestants (SCALP essentiellement) tentèrent d'opposer, à leurs cantiques prônant l'amour et la soumission aux lois d'un Dieu inexistant, un point de vue différent, revendiquant la libre contraception et l'avortement gratuit, dénonçant le totalitarisme que ces intégristes voudraient nous imposer. Quelques minutes après, les CRS arrivaient et nous nous dispersâmes avant l'affrontement, dont nous aurions eu à subir les conséquences. Ce samedi fut donc une journée riche en événements, d'autant que dans le même temps,

les enseignants, élèves et parents du 93 manifestaient aussi à Paris. On ne sait plus où donner de la tête (ni des jambes)!

Quant à ces fanatiques, nous ne les dénoncerons jamais assez, ceux-là qui prétendent lutter pour la vie, alors que beaucoup par ni eux sont favorables à la peine de mort, sont membres de partis fascistes, sont racistes, sexistes, homophobes. Ils interdisent à leurs enfants l'usage de contraceptifs. Ils se soumettent à des dogmes religieux absurdes. Ils veulent absolument que la société adopte leurs valeurs, leurs règles de fonctionnement leur vision de l'univers. Ce sont des autoritaires. Et ils disent aimer la vie? Et se battre pour elle? Ces individus sont dangereux. Ils sont assoiffés de pouvoir.

Nous, anarchistes, épris de liberté, d'égalité, de justice, ne pouvons que nous opposer à leurs pratiques et manifestations violentes. Nous ne les laisserons pas imposer leurs dogmes. Nous ne voulons pas vivre sous d'absurdes contraintes.

Nous nous battons toujours pour une contraception libre et pleinement choisie.

Cédric

En bref

■ A Toulouse, Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste tient des permanences à l'Athénée Albert-Camus 36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse, les mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Il assure également une table de presse les mardi de 12h30 à 13h30 à la MDE (Université Toulouse-Mirail), sauf vacances.

■ Le n°10 du journal anarchiste grenoblois La Faille est disponible contre 6 F (ou 36 F l'abt. annuel). La Faille, B.P. 2301, 38 033 Grenoble cedex 02 (chèque à l'ordre de LAP).

■ Le n°44 d'Infos et analyses libertaires, la revue de l'union régionale sud-ouest de la FA, est disponible. Au sommaire : un dossier sur l'anarcho-syndi-

calisme, les chômeurs en lutte, la résistance libertaire, agir au lieu d'élire... Prix 15 F à commander à CES, BP.233, 66002 Perpignan Cedex.

■ Le groupe Jean Roger Caussimon de la F.A. de Nancy anime un mardi soir sur deux une émission de radio intitulée « Fin de siècle » de 21 à 22 heures sur Radio Caraïbes (90.7 FM)

■ Création d'une liaison F.A. à Carentan (Manche) ; on peut la contacter à l'adresse suivante : GREL - B.P. 12, 50130 Octeville.

■ Le local anarchiste rennais présente l'exposition « Présence anarchiste en Bretagne au XX^e siècle » jusqu'au 15 juillet, 9, rue Malakoff, le mercredi et le samedi de 15 h à 19 heures.

■ Alternative Libertaire de mai 1998 est sorti de presse. Au sommaire : Centre social de Bruxelles ; Historique du Collectif Sans Nom ; AML ; Mai 68 - Mai 78, dix années qui ébranlèrent le monde ; De la destruction de l'État aux conditions de son dépérissement ; De la non-servitude volontaire ; Déserrer les mâchoires de l'État-état ; Polémique : les bûchers libertaires ; Et bien sûr le n°5 de « La feuille de résistance de Chômeur, pas chien ! » ; En encart : le bulletin de liaison des Cafés politiques de Belgique Alternative Libertaire est disponible par correspondance : au numéro 100 BEF ou 20FF-abt. pour un an 700 BEF ou 200FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique

Soyons sport, parlons fric

*Ici l'argent n'est pas un problème. Le football faisant partie des priorités de la famille royale depuis de longues années, tout le monde en profite **

7 milliards pour un S.D.E.

Souvenez-vous : Le baptême de la chose se préparait alors entre initiés, sous le patronage de Pivrot. On avait fait semblant de demander l'avis du bon peuple, qui avait fiévreusement cogité sur le sujet (1) : comment va-t-on appeler l'œuvre ?

Puis, le concile, réunissant journalistes, sportifs, membres de l'Académie des Arts et du Show-b... avait soupiré de béatitude devant la proposition de Liane Foly : Elle s'appellerait Stade de France (des fois qu'on aurait oublié le côté patriotique de la chose...). C'était beau comme du Claudel : un nom béton : logique, Bouygues sponsorise.

Quelques esprits chagrins, des aigris qui n'ont pas le sens de la fête, ont alors demandé à voir les prix... sachant que plus de 80 000 F : étaient déjà dépensés, rien que pour préparer l'inauguration ! Près de 3 milliards de francs ont été

investis rien que pour la réalisation du stade (46 % directement au frais de l'État). On sait que, dans les faits (en prenant en compte toutes les infrastructures mises en place pour faciliter la circulation aux abords du stade, soit 4 milliards de francs), ce sont près de 7 milliards qui ont été engloutis par la bête...

Sans oublier (et Ballardur nous le rappelait gentiment dès l'origine), que pour faire vivre un club sur place, on aura besoin de plus de 100 millions la première année, et bien plus par la suite ! Car, dilemme, quelle sera l'utilité de la chose, après la coupe du monde ?

Qui n'en veut ?

Il faut d'ores et déjà songer à créer un « club populaire », sur place car même Johnny refusera de venir y chanter plus d'une fois par mois... Ce projet devrait être « couvé » par la FFF, la Ligue nationale, la mairie de Saint-Denis, le conseil général, et le consortium... Ce consortium (dont les principaux « associés » sont Bouygues, Lyonnaise [Dumez] et la Générale des Eaux) n'aura bien évidemment que des projets écologistes et

désintéressés à proposer, d'ici la fin de leur « concession », en 2025... Personne ne veut s'engager, dans la durée, à animer cette monstrueuse coquille vide... Même le club du PSG fuit les propositions alléchantes... « Notre public ne nous suivrait pas ! » ont-ils déjà fait savoir. C'est sur, les supporters du PSG, vaut mieux pas les contredire.

Tout cela pouvant affecter la crédibilité du sport professionnel, Mme la ministre communiste de la Jeunesse et des Sports, s'est empressée d'annoncer que 15 millions de francs seraient débouqués pour l'animation « autour » de la coupe du monde afin de « ne pas laisser cette coupe aux seuls marchands du stade ». Consciente du ridicule de ces miettes, jetées aux amateurs de sport noble et sans tache, elle s'est tout de même empressée de rajouter que « le fait que le sport de haut niveau soit en partie financé par l'argent privé n'a rien de scandaleux ou de choquant en soi »... Ben voyons !

Mais il n'y a pas qu'à Saint-Denis que l'argent est si bien utilisé... Partout en France les villes s'apprentent à accueillir leurs gentils invités, d'Iran, des États-Unis, du Maroc et d'ailleurs... Dès no-

vembre 1997, Jospin parlait d'un devoir de « mobilisation générale » Youcaïdi, rien de tel pour réconcilier nationalistes de gauche et de droite qu'une bonne partie de foot avec des ballons bien solides (confectionnés, Platini l'a promis, par d'autres salariés que les enfants asiatiques)...

Au régal des vampires...

Les mécènes de ! a coupe du monde, « partenaires commerciaux » du C.F.O. se comptent eux par dizaines... Air France, quarantième sponsor répertorié, a transformé ses comptoirs en véritables vestiaires des virils à crampons... Mais la caricature est encore une fois incarnée par la petite entreprise familiale Coca-Cola qui parraine principalement trois opérations :

- la sélection des jeunes porteurs de drapeaux nationaux, recrutés après concours (il serait intéressant de connaître les critères, physiques ou esthétiques, appliqués) ;

- l'organisation des matchs de « lever de rideaux », avec la super sélection de 80 joueurs du monde entier nés en 1986 ou 1987 (il n'est jamais trop tôt

pour apprendre les joies et les valeurs de la compétition) ;

- la sélection de 56 petits ramasseurs de ballons, sélectionnés à l'issue du « Coca Cola foot challenge » ! (s'ils sont sages, ils deviendront bénévoles quand ils seront grands)...

Et les services publics qui font du zèle... La poste qui nous fait coller des petits hommes bleus sur nos enveloppes... et nous oblige à contempler, dans chaque bureau, un crétin de volatile symbolisant les coqs abrutis et prétentieux qui vont bientôt « défendre les couleurs de la France »... Et on n'a même pas le droit de s'en servir comme punching-ball !

De la pub à gogo, des retransmissions qui se marchandent à coups de millions, des entreprises, des billets pour la finale d'ores et déjà revendus 15 000 F. Pas de doute, l'Internationale capitaliste est déjà à la fête.

Anne-Charlotte
groupe de Nantes

* déclaration du responsable de l'équipe de foot d'Arabie Saoudite

(1) L'imagination étant toujours au pouvoir chez les footeux, la majorité d'entre eux voulait l'appeler « Michel Platini ».

Lutte ouvrière : les moines-soldats du trotskisme

A LA VEILLE DE LA SECONDE Guerre mondiale, autour de Barta, un militant hongrois, un groupuscule se constitue : l'Union communiste internationaliste, ancêtre de l'actuelle Lutte ouvrière. Dès cette époque, les caractéristiques principales du trotskisme à la sauce L.O. se mettent en place : un ouvriérisme sans limites et un mode de fonctionnement « clandestin ».

Dans le mouvement social de mai 1947, le rôle joué par une poignée de militants de l'UCI chez Renault, où débuta la vague de grèves, demeure « l'acte fondateur » dans la mythologie L.O. Forte de son leadership dans le comité de grève, l'UCI tenta de créer un syndicat autonome, le Syndicat démocratique Renault. En 1948, l'UCI sombra dans le naufrage du SDR.

En 1956, l'UCI renait de ses cendres. Pendant des années, le petit groupe n'a pas de journal, affichant ainsi son mépris à l'égard de la réflexion politique, considérée comme une préoccupation d'intellectuels que ne comprendrait pas les « travailleurs ». Il se construit autour de la seule diffusion de bulletins d'entreprise.

En Mai 1968, ce groupe, devenu Voix ouvrière, affiche une attitude très hautaine vis-à-vis du mouvement étudiant. Dans l'extrême-gauche, il se pense comme le seul groupe « prolétarien » entouré de « gauchistes petit-bourgeois ». Politiquement absent, il n'en est pas moins dissout et prend alors le nom de Lutte ouvrière.

En 1974, Arlette Laguiller se présente à l'élection présidentielle. Intronisée comme porte-parole en raison de son rôle de premier plan dans une grève au Crédit Lyonnais, Laguiller n'est pas membre de la direction, qu'elle ne rejoindra que beaucoup plus tardivement. Encore aujourd'hui, le véritable leader de L.O. est un certain Hardy, person-

nage discret qui n'intervient jamais publiquement.

Un ouvriérisme caricatural

Contrairement aux autres organisations qui s'effondrent ou entrent en crise à partir de la fin des années soixante-dix, Lutte ouvrière se renforce et devient dans les années quatre-vingts le principal groupe d'extrême-gauche. Même si on peut considérer l'ouvriérisme comme une constante chez les marxistes, L.O. s'illustre néanmoins dans ce domaine. Lutte ouvrière caractérise toutes les luttes (féminisme, antiracisme ou antifascisme) qui débordent le cadre de l'entreprise comme « petite-bourgeoise ». En conséquence, elle en est généralement absente.

L.O. se veut un modèle « d'organisation prolétarienne ». Dans ses rangs, les ouvriers d'usine ne constituent pourtant qu'une minorité. Les militants issus de milieux « non-prolétaires » doivent démontrer, par l'ampleur des sacrifices consentis, la réalité de leur « rupture physique et idéologique » avec leur milieu originel.

Fascinée par le P.C.F., le « parti de la classe ouvrière », L.O. a la volonté de s'adapter à ce qu'elle considère comme devant être « l'ouvrier moyen ». En particulier, ceci l'amène à adopter des attitudes de « beauf », motivées par l'adhésion à une espèce « d'ordre moral révolutionnaire » qui fait des militants de L.O. de véritables « curés rouges ». Par exemple, dans les années soixante-dix, les militantes avaient des consignes strictes : elles devaient absolument porter un soutien-gorge. Aujourd'hui, le multipartenariat sexuel peut être un motif d'exclusion de Lutte ouvrière.

La répulsion pour l'homosexualité atteint des sommets. Lutte ouvrière considère l'homosexualité comme

une pathologie provoquée par l'aliénation capitaliste. Avec l'avènement du socialisme, L.O. affirme que l'homosexualité devrait « tout naturellement » disparaître. Aujourd'hui encore, L.O. n'accepte dans ses rangs aucun homosexuel déclaré.

Une parodie de clandestinité

Lutte ouvrière est une organisation hyper-hiérarchisée et cloisonnée, conçue comme un parti de révolutionnaires professionnels, dans la plus pure tradition léniniste. LO a calqué son mode d'organisation sur celui des bolcheviks confrontés à l'autocratie tsariste. Officiellement, ce choix est justifié par la volonté d'éviter toute infiltration policière tout en préparant les militants à une situation de clandestinité. Ces velléités paraissent paradoxales quand, dans le même temps, LO présente des centaines de militants aux différentes élections.

En réalité, cette parodie de clandestinité joue un autre rôle : préserver la « pureté » de l'organisation tout en s'assurant de la parfaite docilité des militants. Pour devenir membre de L.O., il faut affronter un véritable parcours du combattant. Tout individu prenant contact avec L.O. se voit proposer un rendez-vous hebdomadaire, dans un café, avec un militant expérimenté. Si le postulant se montre efficace et parvient à présenter d'autres sympathisants, ceux-ci doivent accepter le même type de face à face. Fondamentale, cette procédure a l'avantage, du point de vue de L.O., de reproduire un rapport de domination, du type professeur/élève, tout en permettant d'isoler et donc d'écarter facilement tout élément indocile.

Pour tester ses sympathisants, L.O. leur propose également des stages intensifs de formation d'une semaine. En invoquant des « raisons de sécurité », il est précisé au postu-

lant qu'il doit absolument mentir à ses proches sur la raison de son absence. De même, on lui précise qu'il devra impérativement effectuer l'intégralité du stage, pendant lequel il ne pourra avoir aucun contact, même téléphonique, avec le monde extérieur. Si le postulant accepte, un rendez-vous lui est donné à une heure très précise dans la file d'attente d'un guichet d'une station de métro parisienne. Il est alors pris en charge, toutes les dispositions étant prises pour que le sympathisant ne puisse pas identifier le lieu du stage.

Ces pratiques édifiantes rappellent celles d'une quelconque secte. Elles ont fait la « force » de L.O., lui permettant de préserver sa cohérence, mais elles constituent aussi sa faiblesse : avec un tel mode d'organisation, les appels lancés par Laguiller, en 1995, pour la création « d'un grand parti révolutionnaire » ne pouvaient pas dépasser le stade incantatoire. En l'état, la secte L.O. peut perdurer encore longtemps. Par contre, son développement paraît sérieusement hypothéqué. Clairement, ce n'est pas nous qui nous en plaignons...

Patrick-groupe Durruti

RECTIFICATIF

En page 4 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1020), une erreur de maquettage vous a privé de la lecture du début de l'article sur les ripoux de Perpignan. Le voici :

L'affaire avait éclaté fin octobre 1996 et certains de nos lecteurs - et lectrices - se souviendront peut-être d'une « Chronique des bas-fonds » relatant les faits. Du 20 au 24 avril 1998, 22 gendarmes du peloton autoroutier de Rivesaltes (dit peloton de l'A9) ont comparu devant le tribunal correctionnel de Perpignan pour avoir utilisé leur uniforme afin de s'en mettre plein les poches et plein le compte en banque de manière gargantuesque entre 1992 et 1996. Des gendarmes de métier des militaires de carrière, bref, l'honneur de la nation se constituaient ainsi un joli pactole alimenté par de coquets bénéfices provenant de magouilles, rackets, vols etc. Ceux et celles d'entre-vous qui ont au moins une fois mis les pieds à Barcelone en prenant l'autoroute connaissent le péage du Boulou, le dernier avant la frontière franco-espagnole. C'est là que notre gang se postait pour attendre le passage des poids lourds, étrangers de préférence, repérés comme les plus intéressants. Le transporteur devait alors remettre qui ses caquettes, qui de l'argent, des fruits de mer, des porcelaines, des volailles, des sacs de ciment, des céréales pour nourrir les petits cochons volés la veille, etc.

Les automobilistes n'échappaient pas à l'arnaque. Surtout ceux, plutôt d'origine maghrébine, qui passaient avec les voitures débordant de tous les côtés de marchandises ramenées au pays, de l'autre côté de la Méditerranée. Menaces, peur du gendarme français, et le tour était joué. D'un seul coup, la voiture retrouvait un volume et une masse plus... réglementaires.

Les spécialités du peloton de l'A9 étaient diversifiées. Contrebande d'alcool acheté au Perthus, encaissement direct de contraventions (parfois injustifiées) en monnaie étrangère, dépouillement de voitures supposées volées et que les propriétaires ne venaient même pas chercher, vu que le PV de découverte d'épave décrivait faussement un état catastrophique du véhicule retrouvé. Naturellement, les amis des ripoux rachetaient à bas prix les fausses épaves...

Ah ça, on peut dire que le port de l'uniforme et du képi a été rentabilisé un maximum à Rivesaltes ! Lors de la première séance du procès, quand les 22 gendarmes ont décliné leur identité et leurs revenus, le public découvre avec stupeur, indignation, rage, que 16 d'entre eux perçoivent encore un traitement (entre 5 000 et 12 000 F) versé par la gendarmerie depuis octobre 1996 !

Les 6 autres étant en fait des auxiliaires, affectés au peloton au moment des faits et ayant profité du système à un degré moindre. Un d'entre eux raconte comment les chefs...

Mai 68... Mai 68... Mai 68...

De la révolte à un changement de société en oubliant la révolution sociale

EN 1978, ILS NOUS L'AVAIENT joué discret. Le Larzac, les Lip, les communautés, les écolos purs et durs, l'activisme gauchiste, les crèches parentales, les écoles parallèles, les boutiques de gestion, de droit, les comités machins, les luttes trucs... c'était toujours à moitié vivant, et, ça pouvait encore s'inviter au grand bal de l'histoire. L'heure était donc à ne pas souffler sur la braise! En 1988, ils nous l'ont joué ironique. 1981 et la social-démocratie trônaient avec majesté sous le vieux chêne de l'illusion du changement. Le Larzac, respectueux de la condescendance du prince à son égard, avait regagné ses bergeries et leurs bêtises. Les Lip avaient mis les pouces depuis longtemps. La CFDT avait jeté au feu les habits de lumière de l'autogestion et exhibait au grand jour ses robustes mollets cléricaux. Le gauchisme avait été saigné à blanc par l'émigration au pays de cognac réformiste. Les communistes flirtaient avec le néoruralisme, et le reste n'en finissait plus de se barrer en couille. L'heure était donc à tirer sur le corbillard!

En 1998, la bedaine leur ayant définitivement bouffé le cœur, l'espérance d'un printemps trop bref ayant depuis longtemps passé l'arme à « gauche », ils (la plupart des décideurs cinquantenaires au pouvoir, à la télé, dans la presse et dans les médias) tentent de nous la jouer nostalgique et organisent à tout va de grandes messes en souvenir de LEUR Mai 68!

À l'évidence le cul leur gratte encore de mauvaise conscience et c'est d'un doigt puant qu'ils feuilletent aujourd'hui le petit livre de la réécriture de l'histoire en s'imaginant que la nouvelle jeunesse de la révolte va le confondre avec le grand livre de la mémoire.

Un peu de méthode

Essayer de comprendre quelque chose qui s'est produit il y a trente ans n'est jamais simple. Il faut constamment faire l'effort de s'extraire du présent pour bien se pénétrer du contexte politique, économique, social, culturel, sociétaire... d'hier. Difficile! Surtout quand ceux qui tentent de se réapproprier le passé sont les mêmes que ceux qui essayent de nous confisquer l'avenir (en nous baratinant sur l'horizon soi-disant indépassable du capitalisme et de la démocratie bourgeoise) pour que nous soyons résignés à un présent dont ils sont les grands profiteurs.

Imagine!

À la fin des années soixante la France avait un tout autre visage que celui qui est le sien aujourd'hui. C'était encore un pays rural qui s'avancait à marches forcées vers l'urbanisation et l'industrialisation. C'était l'époque dite des trente glorieuses. De la croissance économique permanente. Et des premiers pas vers la société de consommation. En ce temps là il n'y avait pas de chômage. Il y avait du travail, du travail et encore du travail. Les gros bataillons du baby-boom de l'après-guerre commençaient à déferler sur la scène sociale. L'enseignement secondaire était en train de se massifier (le pouvoir se plaisait à dire qu'il construisait un collège par jour). Le baccalauréat était roi et ouvrait toutes les portes de la réussite sociale. L'enseignement supérieur commençait à s'ouvrir largement aux classes moyennes qui grossissaient au rythme de la croissance économique (pour accueillir tout ce petit monde on construisait d'arrache-pied des campus à la périphérie des villes). L'école de la république, même si elle roulait pour les classes moyennes, passait alors aux yeux de tous pour un authentique ascenseur social. La télé venait juste de faire son apparition. Rares étaient ceux qui disposaient d'un poste où ronronnait une seule chaîne en noir et blanc. On la regardait dans la rue, chez les commerçants. Ou au bistrot quand il y avait des matchs de foot ou de rugby. La radio trônait encore dans les cuisines. La Dauphine et la Simca 1000 étaient au cœur de tous les rêves. Les autoroutes n'existaient pas encore. « Salut les copains » faisait un tabac parmi une jeunesse avide de bruits, de mouvements et de vie. Les adultes, quant à eux, sortaient des privations de la guerre. Ils s'étaient pris une pile en Indochine. Une nouvelle en Algérie. Ils avaient frôlé la guerre civile avec le putsch des généraux et ils aspiraient à la paix, à l'ordre et à la consommation.

Tout semblait donc aller pour le mieux dans le meilleur des mondes et le directeur du journal *Le Monde* pouvait, quelques semaines avant l'éruption, intituler l'un de ses articles: « La France s'ennuie! ».

Poètes, vos papiers!

À la fin des années soixante, c'était clair, la société française était en pleine mutation. Les institutions et les mentalités, elles, étaient en pleine hibernation. De Gaulle, chef mythique de la France libre, devenait de plus en plus un vieillard grandiloquent. Son règne approchait maintenant la décennie tandis que l'alternative politique n'avait pas encore franchi la frontière de l'hypothèse.

La droite et ses godillots à front bas était aux affaires et semblait y être pour l'éternité.

La gauche quant à elle avait des allures de pâté d'alouette. Une alouette de groupuscules socialistes avec l'antique S.F.I.O., le

Assurément! Au début tout au moins! Quelques semaines avant le début des événements de Mai 68, en effet, les facts et les campus étaient calmes et dramatiquement dépolitisés. Oh, certes, quelques groupuscules gauchistes tentaient bien d'agiter le bocal, mais leur insignifiance numérique comme leur projet de société néostalinien les vouaient à psalmodier dans l'indifférence généralisée. Et puis!

Et puis il y a eut les premières maladroites répressives de l'administration (contre des membres du comité Vietnam à Nanterre), les secondes maladroites répressives de la police... et l'esprit de corps, appelé aussi solidarité contre la répression, commença à jouer à plein et à se nourrir de chaque nouvelle répression.

Dans le même temps, parce que les étudiants résidant sur les campus ne pouvaient pas recevoir de visites après 10 heures du soir, il y eut les occupations des cités U de filles qui débouchèrent sur de grands débats sur la sexualité et la révolution sexuelle.

Ensuite, c'est l'histoire de la boule de neige. Mais une boule de neige paradoxale en ce sens qu'au lieu de dévaler la pente, elle s'est envolée vers les cimes.

à la critique radicale d'un modèle de société

Il faut le dire et le répéter, en France en 1968, l'environnement géopolitique mondial, le poids des institutions, des syndicats, du P.C.F. et des mœurs était tel qu'il empêchait la naissance et l'expression d'une alternative politique quelconque. Le gaullisme et le stalinisme formaient les deux mâchoires d'un même piège à cons.

De ce fait la révolte étudiante était obligée de sauter une étape et c'est ce qu'elle fit. La libération sexuelle, la critique de l'autoritarisme éducatif et scolaire, le refus de la production pour la production et de la consommation pour la consommation, l'aspiration au retour à la nature, à la

vie communautaire ou collective, le refus de polluer l'environnement et de saccager la planète, le refus du travail et de toutes les aliénations, l'appât de fêtes, de bio, d'amour, de liberté... tout cela et bien d'autres choses encore se trouva très vite au cœur de Mai 68 et constitua l'amorce d'une remise en cause radicale du modèle de société régnant à l'ouest (au royaume du capitalisme privé) comme à l'est (au royaume du capitalisme d'État).

Mais on ne change pas de société comme ça et nous en fîmes rapidement l'expérience.

Les cortèges étudiants eurent beau appeler les travailleurs à les rejoindre, ceux-ci ne se déplacèrent pas en foule. Et quand les manifs tentaient d'investir les usines elles se heurtaient aux grilles cégétistes et staliniennes.

Oh certes, parce que la jeunesse ouvrière commençait à ruer dans les brancards, il y eut bien un début de mouvement social avec la grève générale et l'occupation des usines. Mais tout cela fut managé de main de maître par la C.G.T. et le P.C.F. Et finalement, parce que le gaullisme comme le stalinisme refusaient que le monde change de base, ils se mirent d'accord lors des accords de Grenelle et jetèrent quelques miettes au peuple. Les élections, et ce ne fut pas une surprise tant il était vrai que la population, les institutions et les forces politico-syndicales existantes aspiraient à un mieux être consommateur dans la paix et l'ordre, accouchèrent d'une chambre bleue horizon comme rarement dans l'histoire.

Comme on le voit Mai 68 n'aura finalement pas eut grand chose à voir avec la révolution. Mieux, on peut même dire que la jeunesse en révolte a refusé l'occasion de la révolution et quand le pouvoir qui avait imposé s'est retrouvé à prendre. Cela, ajouté à l'intelligence du préfet de police de Paris, aura au moins permis d'éviter un bain de sang et la guerre civile.

Et pourtant cette révolte sans perspective politique aucune aura constitué par la radicalité de sa critique du modèle de société existant un espèce d'au delà la révolution.

En mai 1968, j'avais 20 ans et c'est peut être parce que je me suis frotté au rêve de cet au-delà la révolution que j'ai aujourd'hui au cœur le désir de ne pas louper l'étape des moyens de sa mise en œuvre: c'est-à-dire celle d'un mouvement social révolutionnaire et libertaire. Étonnant, non!

Jean-Marc Raynaud



clown triste Mendès-France et le franc tireur Mitterrand, à hauteur de quelques pour cent aux élections. Et un cheval communiste qui labourait profond et large à hauteur de 25% des suffrages.

L'U.R.S.S. passait encore pour le paradis socialiste. La C.G.T. syndiquait et encadrait plusieurs millions de personnes. Être taxé d'anticommuniste constituait l'injure suprême. Se réclamer de la révolution et de l'antistalinisme se terminait inévitablement par le pétage de gueule et quant à se réclamer de la révolution et à s'afficher antimarxiste ou anarchiste, c'était tout simplement risquer l'élimination physique. Aujourd'hui tout cela peut sembler incroyable. Il n'empêche que cela était et que ça témoigne d'un degré de verrouillage de la vie et de la pensée politique absolument impensable actuellement.

D'un côté, une caricature monarchique de droite au pouvoir et de l'autre les phalanges de l'ordre stalinien bien campées dans le scénario d'une opposition à fleurets mouchetés entre le capitalisme et le communisme sur fond de coexistence globale pacifique entre l'U.R.S.S. et les États-Unis.

Ajoutez à cela une encore très grande psychorigidité des mœurs, un autoritarisme bestial à l'école comme dans la famille ou à l'usine, les Beatles et les Stones qui secouaient le cocotier, les américains qui commençaient à se prendre une branlée au Vietnam, Che Guevara qui nous la jouait Robin des Bois en Amérique du sud, les hippies états-uniens qui baboulaient peace and love, fumette et siq à tous vents... et le premier météorologue politique venu aurait conclu que la société française et, d'une manière générale, toutes les sociétés occidentales étaient bloquées. Enserées dans le carcan d'armures institutionnelles, politiques et culturelles.

Les choses étaient claires: le boom économique, la montée en puissance des classes moyennes, la vague de la jeunesse allaient faire péter le costume institutionnel, politique, culturel... dans lequel ils étaient plus qu'à l'étroit.

De l'éternelle révolte de la jeunesse

Quelques boutons d'acnés, un corps plein de vie qui n'en finit plus de grandir, un costume politique, institutionnel, culturel... passablement étriqué... Mai 68 n'aurait donc été qu'une énième version de l'éternelle révolte de la jeunesse.

ISRAËL - PALESTINE

Mondialisation et micronationalismes

L'année 1998 marque le cinquantième anniversaire de la création de l'État d'Israël. Les célébrations officielles vont, sans nul doute, noyer sous un flot de bons sentiments la réalité des conflits sociaux, politiques et économiques auxquels les populations israélienne et palestinienne doivent faire face. René Berthier vient de publier aux éditions Acratie un livre, *Israël - Palestine, Mondialisation et micronationalismes*, dont nous présentons une partie de l'introduction (1).

IL Y A CINQUANTE ANS s'est constitué, sous les yeux du monde, un État, l'État d'Israël. La chose peut sembler banale, mais elle ne l'est pas. L'observation de ce phénomène aurait dû intéresser les anarchistes ; pourtant, peu nombreux sont ceux qui ont compris que quelque chose d'important se passait, c'est-à-dire la possibilité de confronter la validité de leurs théories avec la réalité (2). Bien sûr, ce n'était pas la seule raison de s'intéresser au phénomène, mais c'en était une parmi d'autres.

On pourra objecter que bien des États se sont constitués pendant la période de la décolonisation, mais il s'agit là d'un problème différent. Les États issus de la décolonisation se sont constitués sur la base de structures mises en place par et pour l'ancien colonisateur, qui s'est retiré, ou à l'imitation des structures étatiques du colonisateur. A bien des égards, l'embryon d'État palestinien en constitution relève de ce type d'État-là.

L'État d'Israël au contraire correspond à peu près au modèle d'État constitué progressivement en Occident. C'était l'intention de ses promoteurs. Il constitue de ce fait un exemple pertinent à partir duquel on peut analyser le processus de formation d'un État. La militante anarchiste Emma Goldman définissait le sionisme comme « le rêve des capitalistes juifs du monde entier pour un État juif avec tous ses attributs, tels que le gouvernement, les lois, la police le militarisme et le reste. En d'autres mots, une machine d'État juive pour protéger les privilèges de quelques-uns contre le plus grand nombre » (3). Emma Goldman prend soin de préciser que les sionistes ne furent pas les seuls soutiens de l'émigration juive en Palestine, et que les masses juives de tous les pays, et en particulier des États-Unis d'Amérique ont donné de grandes quantités d'argent pour soutenir cette cause, motivés par « l'espoir que la Palestine pourrait être un asile pour leurs frères cruellement persécutés dans presque tous les pays européens ».

La formation d'un État

Pour Bakouine, l'acte originel de formation de tout État est la violence, la rapine et l'assujettissement forcé des populations. Les premiers États historiques ont été constitués par la conquête de populations agricoles par des populations nomades : « Les conquérants ont été de tout temps les fondateurs des États, et aussi les fondateurs des Églises » (4). L'État est « l'organisation juridique temporelle de tous les faits et de tous les rapports sociaux qui découlent naturellement de ce fait primitif et inique, les conquêtes » qui ont toujours « pour but principal l'exploitation organisée du travail collectif des masses asservies au profit des minorités conquérantes » (5). La violence est donc l'État constitutif de la domination de classe, l'exploitation sociale (6). Si chez Marx on arrive à l'État par l'apparition

des classes sociales et par le développement de leur antagonisme, pour Bakouine les classes ne peuvent se constituer à l'origine autrement que par un acte de violence ou de conquête qui coïncide avec la formation de l'État. Bakouine suggère que l'État est le résultat de l'appropriation du pouvoir par un groupe déjà constitué et organisé. C'est que le pouvoir est la condition de l'existence d'une société d'exploitation : « Les classes ne sont possibles que dans l'État » (7). « Ainsi se forment les classes étatiques dont l'État sort tout fait (8). » Les dirigeants du mouvement sioniste s'inscrivent assez bien dans cette perspective.



La puissance de l'État et des classes dirigeantes n'est pas fondée sur un droit supérieur, mais sur une « force organisée » incontestablement plus puissante, sur « l'organisation mécanique, bureaucratique, militaire et policière ». Cette « organisation mécanique » ne peut suffire à elle seule, elle a besoin de se parer d'une légitimité. Un groupe dominant ne peut maintenir sa domination qu'en étant persuadé de son droit. La force seule ne suffit pas pour pérenniser l'État, il lui faut une sanction morale, juridique et religieuse. Cette sanction n'est pas seulement destinée aux populations dominées, elle est destinée également à légitimer à ses propres yeux le droit du groupe dominant. « Une religion ou une autre expliquera ensuite, c'est-à-dire diviniser, l'acte de violence et de cette manière posera le fondement du droit dit étatique (9). » Si, dans le cas d'Israël, la religion sert de légitimation préalable à la fondation de l'État, on constate l'étroite interdépendance, constamment soulignée par Bakouine, du fait religieux et du fait étatique.

Prise de conscience des dominés

Le troisième volet de la théorie bakouinienne est particulièrement intéressant, c'est celui qui décrit le processus de dissolution du pouvoir. Les « classes étatiques », tout d'abord se consolident, et avec le temps « la majeure partie de ces exploités, soit par la naissance, soit par la situation dont ils ont hérité dans la société, commenceront à croire sérieusement au droit historique et

au droit de naissance ». Cette tendance se modifie progressivement sous l'effet de plusieurs facteurs. Dans les premiers temps de la vie d'une classe dominante, l'égoïsme de classe est caché par « l'héroïsme de ceux qui se sacrifient non pour le bien du peuple, mais au profit et pour la gloire de la classe qui, à leurs yeux constitue tout le peuple ». Mais cette période laisse la place à des temps de plaisirs, de jouissance, de lâcheté : « Peu à peu, l'énergie de classe tombe en décrépitude et dégénère en débauche et en impuissance ». A ce stade apparaît une minorité d'hommes moins corrompus, des hommes actifs, intelligents et généreux, qui « font passer la vérité avant leurs propres intérêts et qui songent aux droits du peuple réduits à néant par les privilèges de classe ».

Il y a un phénomène de bascule entre l'effondrement progressif du sentiment de légitimité de la classe dominante et l'ascension du sentiment du droit de la classe dominée. Dans sa lente prise de conscience de son droit, le peuple s'appuie

sur deux « livres de chevet » : sa condition matérielle, l'expérience de l'oppression ; et « la tradition, vivante, orale, transmise de génération en génération et devenant chaque fois plus complète, plus sensée et plus vaste ». Lorsque le peuple prend conscience de son oppression et parvient à formuler les causes de ses maux, les représentations qu'il a transmises fournissent la source de son droit, dont l'agent d'exécution est la « force organisée », car « l'acte d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle » (10).

Violence contre le peuple palestinien

Il est difficile de nier que la création de l'État d'Israël se soit faite par la violence. Il est d'ailleurs intéressant de constater à quel point l'analyse bakouinienne est pertinente en ce qui concerne la « sanction morale ». L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens de leur terre aurait été impossible sans un solide appareil idéologique justificatif, qui a permis pendant longtemps de faire croire que cette violence n'avait jamais eu lieu, qui a permis également de nier l'existence même d'un peuple palestinien.

L'argument du droit historique évoqué par Bakouine est particulièrement important dans la genèse de l'État israélien. On peut constater également l'évolution entre la période héroïque et ascendante qui laisse ensuite la place à une période où les énergies tombent et s'obscurcissent dans la « décrépitude » : le mouvement des kibboutzim est particulièrement révélateur à cet égard : constitué

par des pionniers pétris d'idéal communiste et égalitaire – ce qui a grandement séduit nombre de libertaires – il a sombré dans l'individualisme, la spéculation financière et immobilière.

Conforme également à l'analyse bakouinienne est le phénomène de chute – chute toute relative, il est vrai, qui est encore loin d'être un « effondrement » – du sentiment du droit, et l'apparition de la conscience du droit de l'autre. La société israélienne a produit de nombreux hommes et femmes capables de faire « passer la vérité avant leurs propres intérêts » et qui, rejetant le repli identitaire, se réclament de ce que Bakouine appelait la « substance commune de l'humanité tout entière ».

L'Holocauste ne légitime pas tout !

Aujourd'hui, la tendance dominante est de considérer que l'État d'Israël est un cas à part, différent des autres, que les critères d'analyse qui s'appliquent à lui sont différents des critères qui s'appliquent aux autres États. Cette attitude est contestée en Israël même par des intellectuels tels Baruch Kimmerling et Gerchom Sapiro.

Refuser à Israël toute référence à des critères d'analyse habituels permet de situer le problème non plus sur un plan critique, politique, économique, sociologique, etc., mais essentiellement moral. Le soutien que l'ensemble des États occidentaux a longtemps apporté à la politique de l'État d'Israël, et celui que les États-Unis continuent de lui apporter inconditionnellement, seraient en quelque sorte l'expiation – sur le dos des Palestiniens, qui ne sont responsables en rien de l'Holocauste – de nos fautes collectives. Selon cette thèse, l'Holocauste légitime l'État israélien. Or, là encore, c'est d'Israël même que vient la contestation de cette attitude, avec notamment les travaux de Tom Segev, qui montrent que les survivants des États occidentaux ont tout d'abord été très mal reçus en Israël : ce n'est que plus tard que cette épouvantable tragédie a été instrumentalisée pour les besoins de la raison d'État.

L'une des références légitimantes de l'État d'Israël est l'argument du droit historique. Un peuple peut-il légitimement se réclamer d'un droit vieux de 2 000 ans pour s'approprier une terre qu'il n'occupait plus depuis tout ce temps, et sur laquelle vivait une population autochtone ? Au bout de 2 000 ans, n'y a-t-il pas « prescription » ? Car les Arabes qui occupaient ce qui est devenu l'État d'Israël constituaient une population qui n'est en rien différente de celle qui occupait la Palestine avant l'Exode. Ce sont les mêmes populations, restées sur place, et qui ont été, au gré de l'histoire, successivement christianisées puis islamisées.

La logique du « droit historique » est une logique absurde, à laquelle les anarchistes ne sauraient en aucun cas adhérer.

La nationalité : un concept dangereux

Ce que Bakouine disait du principe de nationalité pourrait parfaitement s'appliquer au sionisme dans la forme qu'il a prise aujourd'hui : rien n'est plus néfaste, disait Bakouine, que de faire du « pseudo-principe de la nationalité l'idéal de toutes les aspirations populaires ». La nationalité est un fait historique, limité à

une contrée, qui certes a un droit indubitable d'exister, « comme tout ce qui est réel et sans danger ». L'essence de la nationalité est le produit d'une époque historique et de conditions d'existence ; elle est formée par le caractère de chaque nation, sa manière de vivre, de penser, de sentir. Chaque peuple, comme chaque individu, a le droit d'être lui-même : « En cela réside tout le droit dit national. » Mais il ne s'ensuit pas qu'un peuple, un individu, ait le droit ou l'intérêt de faire de sa nationalité, de son individualité, une question de principe et qu'ils doivent « traîner ce boulet toute leur vie » (11) : « Au contraire, moins ils pensent à eux, plus ils s'imprègnent de la substance commune à l'humanité tout entière, plus la nationalité de l'un et l'individualité de l'autre prennent de relief et de sens (12). »

René Berthier

(1) René Berthier a également publié : *Bakouine politique* (éditions du Monde Libertaire) ; *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, éditions L'Harmattan (sur la guerre du Golfe) ; *Ex-Yugoslavie : Ordre mondial et fascisme local* (coéditions Reflex-ACL-Monde Libertaire).

(2) Les libertaires britanniques, pour des raisons évidentes, puis que la Grande-Bretagne était la puissance mandataire de la Palestine, se sont intéressés de près à la question : cf. *British Imperialism & The Palestine Crisis*, selections from the Anarchist Journal Freedom, 1938-1948, Freedom Press, 1989, 84b Whitechapel High Street, London E1 7QX.

(3) *British Imperialism & The Palestine Crisis*, selections from the Anarchist Journal Freedom, 1938-1948, op. cit., p. 25.

(4) *Ceuvres*, Champ libre, tome II, p. 83.

(5) *Ceuvres*, Champ libre, tome II, p. 84.

(6) « L'État, complètement dans sa genèse, essentiellement et presque complètement pendant les premières étapes de son existence, est une institution sociale imposée par un groupe victorieux d'hommes sur un groupe vaincu, avec pour seul objectif d'assurer la domination du groupe victorieux sur les vaincus et de se garantir contre la révolte de l'intérieur et les attaques de l'extérieur. Téléologiquement, cette domination n'avait pas d'autre objet que l'exploitation économique des vaincus par les vainqueurs. » Cette citation n'est pas de Bakouine mais de Franz Oppenheimer, un sociologue allemand (1864-1943). F. Oppenheimer, *The State* (1914), Black Rose Books, Montréal, réédité en 1975.

(7) *Ceuvres*, Champ libre, tome II, p. 146.

(8) Bakouine, « La science et la question vitale de la révolution » *Ceuvres*, tome VI, p. 274. Cf. également Machiavel : « Il est vrai qu'il n'y a jamais eu, chez aucun peuple, de législateur extraordinaire qui n'ait recouru à Dieu, car autrement ses lois n'auraient pas été acceptées. » (*Discours sur Tite-Live*, I, p. 11.)

(9) Bakouine, « La science et la question vitale de la révolution » *Ceuvres*, tome VI, p. 274. Cf. également Machiavel : « Il est vrai qu'il n'y a jamais eu, chez aucun peuple, de législateur extraordinaire qui n'ait recouru à Dieu, car autrement ses lois n'auraient pas été acceptées ; le bien, en effet, est souvent connu du sage, sans avoir en soi des raisons évidentes pour convaincre les autres. » (*Discours sur Tite-Live*, I, p. 11.)

(10) *Ceuvres*, Champ libre, tome VI, p. 285.

(11) Les réflexions de Bakouine anticipent sur bien des points celles des marxistes autrichiens confrontés trente ans plus tard au problème des nationalités. Otto Bauer écrivait ainsi dans une lettre à Pannekoek : « L'ennemi qui doit être combattu à l'heure actuelle, ce n'est pas la négation abusive mais l'affirmation abusive du fait national... » (Bauer, lettre du 26 avril 1912, archives Pannekoek, map 5/14, am. IIHS).

(12) Bakouine, *Étatisme et anarchie*, éditions Champ libre, TIV, p. 238.

LECTURE

La foire à l'homme*

« **U**N JOUR ARRIVA DANS mon block une Hongroise avec un petit enfant. [...] Un jour arrivèrent des SS pour chercher l'enfant. Par des détenus travaillant dans un commando spécial, j'ai appris plus tard que l'on avait jeté l'enfant au feu. La même nuit, la mère se jeta sur les barbelés à haute tension », raconte Véra Alexander.

Pierre Arnout évoque, lui, « le lendemain de notre arrivée à Neuegamme, la pendaison de trois Russes devant lesquels nous avons du défilé en musique ». « Je suis entré au camp à seize ans. Je n'en suis jamais vraiment ressorti... », affirme pour sa part Charles Baron.

Ce sont là des citations prises au hasard dans les toutes premières pages de cet ouvrage en deux tomes, illustré par une foule de dessinateurs et regroupant des centaines de courts propos ou de brefs extraits d'écrits sur les camps de concentration et d'extermination nazis, par ceux-là mêmes qui en furent les victimes et qui ont survécu.

On doit à Michel Reynaud, artisan d'un travail patient et phénoménal, et auteur ici d'une présentation émouvante et magnifique, d'avoir réuni cette somme de témoignages implacables et bouleversants, lecture terrifiante dont il est impossible de rendre compte.

Des témoignages

Il faut saluer à cet égard la belle honnêteté d'Anny Duperey et de Jacques Weber, presentis par l'éditeur pour offrir une préface à ce livre et qui tous deux, préférant s'effacer humblement derrière les témoins, ont fait savoir leur impossibilité de trouver les mots pour remplir cette tâche au-dessus de leurs

forces. On peut regretter, après lecture de sa contribution, que Philippe Val n'ait pas eu semblable pudeur. Alors, pour faire connaître ici cet ouvrage, j'ai, après lecture, ouvert les pages au hasard pour laisser place aux victimes de cette indicible tragédie pour qui ne l'a pas vécue, et j'ai glané ceci : « Tandis que nous, nous sommes là, cloîtrés, au milieu de la boue, semblables à des bêtes, cherchant un peu d'herbe pour manger ou grattant la terre pour en retirer les racines en guise de nourriture. Toute la population qui s'affaire autour du camp rit de nous voir faire. Quelquefois ils nous jettent des pommes pourries. C'est une grande satisfaction pour eux de nous voir rouler les uns sur les autres pour se disputer un fruit pourri » (Jean Fanguin). Et puis ceci : « Un chien des SS est lancé contre une Grecque, mais il ne doit pas la finir tout de suite, non, car nous devons toutes regarder, et donc cette représentation criminelle devait être traînée en longueur, la mort devait être encore quelque peu retardée. Elle n'avait plus que la peau et les os. le chien était beaucoup plus lourd que cette forme enfantine. Au commandement, le chien devait chaque fois l'attaquer à nouveau, et au commandement elle devait chaque fois se redresser – et elle l'a fait... » (Mali Fritz-Padwa). Ou encore : « Un spectacle dont je me souviendrai et que j'évoque ici : un Tzigan sans connaissance, mais encore vivant, est couché sous une douche laissant couler une eau tantôt brûlante, tantôt glacée. Personne ne pense à l'en écarter. Il y restera, des heures avant, sans doute, de mourir » (Gilbert Hoffmann). Et puis ceci : « Mon ami et moi quittons le block et allâmes au coin de la place d'appel, près du camp de femmes. Un peu plus loin nous aperçûmes par terre un bout de pain.

Mon ami se baissa pour ramasser le pain. Tempel dégaina son pistolet, visa et le tua » (Abraham Rosenfeld). Et enfin : « Ce matin nous avons trouvé un oiseau mort. Il s'est tué en heurtant les fils de fer barbelés chargés de courant électrique. Ces fils sont devenus fatals au seul être vivant auquel ils n'étaient point destinés, le seul être pour lequel ils n'étaient qu'une partie du paysage, comme les arbres, les baraques, les miradors. Pour nous autres, prisonniers, le fil de fer se confond avec l'horizon, au-delà duquel il n'y a plus rien, même pas de liberté » (Paul Trédant). Simples mots, simples phrases, beaucoup de poèmes aussi, l'horreur s'accumule au fil des pages, et une angoisse où se mêlent le désespoir et la révolte ne vous quitte plus.

Si quelque énergumène prétend douter de ces témoignages parce que ne sont pas précisées la hauteur des barbelés au centimètre près, la race du chien ou l'espèce d'oiseau mort, ne vous fâchez pas. Au contraire, souriez et, jouant sur l'effet de surprise, de toutes vos forces lancez-lui un coup de pied dans les parties génitales. Profitez alors qu'il soit penché vers l'avant à cause de la douleur pour lui assener un autre violent coup de pied à la pointe du menton.

Une fois l'individu à terre, penchez-vous sur l'amateur de « détails » et demandez-lui s'il est capable de nommer la marque des chaussures que vous portez aux pieds et qui ont servi à le frapper. S'il ne peut répondre, dites-lui que la violence qu'il vient de vivre, la douleur qu'il ressent, ne sont que pure imagination, pur fantasme de sa part, un mauvais rêve, une histoire sans preuves, puis aidez-le à se relever, à ne pas demeurer ainsi vautré dans la fange du caniveau de la pensée.

Jean Robin

* La Foire à l'homme. Ecrits-dits dans les camps du système nazi de 1933 à 1945. Présentation de Michel Reynaud. Éditions Tirésias. Deux tomes, 160 F chacun.

Dessin de Dobritz, illustrant La Foire à l'homme

à la petite semaine La manif

Oubliez du caractère pleinement internationaliste des origines du 1^{er} Mai, il y avait les désormais inévitables et insupportables drapeaux nationaux.

Au mépris du caractère de cette journée, qui doit son existence à la seule lutte des travailleurs, il y avait les désormais incontournables et insoutenables revendications nationalistes, kanake, palestinienne, tamoule, kurde et autres, chaque cortège, chaque tract chantant les louanges de leurs leaders respectifs, bourgeois radicalisés ignorant tout, pour la plupart des « plaisirs » du travail salarié.

Insulte à l'histoire du mouvement ouvrier, il y eut cette présence abjecte des marxistes-léninistes turcs du T.K.P., effrayante plongée dans les pires films de propagande albanais ou chinois: musique militaire, portraits gigantesques des vieilles momies sanguinaires idolâtrées, Lénine, Mao et Staline, défilé de jeunes enfants et d'adolescents, alignés comme pantins en uniforme, marchant au pas cadencé, sur ordre d'« instructeurs » fanatisés.

Anniversaire de Mai 68 oblige, il y eut, impudeur extrême, cet énorme faux pavé sur la camionnette des métallurgistes de la C.G.T., qui surent il y a trente ans terminer une grève et obliger les entêtés à ne pas la prolonger.

Il y avait, heureuse incongruité dans ce spectacle triste à pleurer, la petite forêt de drapeaux rouge et noir de la C.N.T., notre présence sur le côté, des cris de liberté jetés à la face du syndicalisme anesthésié et des agités d'une pensée empaillée. Un petit rayon de soleil dans la grisaille d'un 1^{er} Mai.

Floréal



copinage

Jean-Marie Vivier chantera, au théâtre Clavel (3, rue Clavel à Paris 19^e) le lundi 18 mai à 20 h 30. Prix 100 et 50 F. Réservation au 01.40.21.37.77.

Expo-vente d'artistes organisée par la C.N.T. en soutien aux grévistes de la Comatec du 2 au 30 mai à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Paris 11^e. Rencontre avec les artistes le 9 mai à 14 heures.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 7 mai à 18 heures :

Ci Vis Pacem : La reconnaissance du refus de tuer

samedi 9 mai à 23 heures :

L'Harmonie du monde : aspects de la guitare

lundi 11 mai à 19 h 30 :

La mémoire sociale : Louis-Auguste Blanqui.

mercredi 13 mai à 10 h 30 :

Blues en liberté : Skip James, le haute-contre du blues.

jeudi 14 mai à 20 h 30 :

Microclimat : avec Hervé Kempf, auteur de « L'Homme biolithique. Humains artificiels et machines animées ».

Mort de Christiane Rochefort

Qui sait même si ça ne me prendra pas sur le tard d'écrire mes mémoires? bien que, je n'en ai pas, et je trouve ça lassant de parler de soi...

CURIEUX AVEU DE CHRISTIANE ROCHEFORT dans *Ma vie revue et corrigée par l'auteur*, livre censé raconter sa vie... et qui ne la raconte pas! Elle vient de nous quitter, Christiane Rochefort, ce 24 avril, et l'on s'étonne d'apprendre son âge: quatre vingt ans déjà!... Née le 17 juillet 1917, c'est avec son roman *Le repos du guerrier* qu'elle entre en littérature, en 1958. Le livre est refusé pour le prix Fémina, « Le couronner – dit la présidente du jury de l'époque – c'était répandre le vice au sein des familles ». Oh oui! Et ce n'était pas tout! Car cette voix singulière ne s'arrêtera pas là. Ses livres (une quinzaine au total) seront autant de petites bombes contre la bourgeoisie, le mariage, l'ennui d'une vie vaine. Avec ses dialogues ciselés plus qu'avec de long discours, elle a su parler des femmes; celles qui s'insoumettent, et celles qui disent « Je ne serai jamais comme les autres » avant que l'amour, souvent, ou les enfants, ne les poussent à rentrer petit à petit dans le rang. Et la petite

musique des mots se fait plus grinçante, plus cynique. Féministe bien avant Mai 68, et antinataliste, Christiane Rochefort ne mâchait pas ses mots. « Elle ne faisait que des garçons, et elle en était fière. Elle fournirait au moins un peloton d'exécution à la patrie pour son compte. [...] J'espérais qu'il y aurait une guerre en temps voulu pour utiliser tout ce matériel, qui autrement ne servait pas à grand chose, car ils étaient tous cons comme des balais. » écrit-elle dans « Les petits enfants du siècle », en 1961. Mais elle a pour les mômes une certaine tendresse, lorsqu'ils se révoltent, désertent leurs écoles pour aller voir la mer, par exemple, comme dans *Encore heureux qu'on va vers l'étré*. En 1972, elle écrit un très beau et surprenant livre fantastique *Archaos ou le jardin étincelant*; on peut se demander quel champignon elle avait trouvé, dans son jardin, pour tant de délirer! Mais cette femme qu'on imaginait chaleureuse et généreuse, cachait bien des fractures secrètes, peut-être touchées du doigt – qui sait –, en 1988 dans *La porte du fond* (sur le drame de l'inceste). Elle disait volontiers: « La biographie d'un écrivain est dans ses livres... »

Cathy Ytak

NANTES

Sans-papiers en lutte

ANANTES, DES PERSONNES SANS PAPIERS occupent depuis le lundi 27 avril l'église Sainte-Thérèse afin d'obtenir la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Ils sont environ 50 adultes et 40 enfants, pour la plupart originaires d'Afrique de l'Ouest, principalement de Guinée. Ces personnes sont soutenues par un collectif d'associations et de syndicats (Gasprom, L.D.H., C.G.T., Pastorale des migrants, etc.). C'est par le biais des associations catholiques qu'ils ont pu occuper cette église ; les catholiques préfèrent parler d'accueil plutôt que d'occupation, histoire de montrer qu'ils maîtrisent la situation. Ce faisant, certains d'entre eux ont tendance à être directifs et à passer outre les décisions collectives des sans-papiers. Ainsi la participation des sans-papiers à la manifestation du 1^{er} Mai a failli être compromise parce que certains paroissiens les avaient persuadé de ne pas y participer. Pour rester diplomates, nous mettrons cela sur la méconnaissance des phénomènes de rapport de forces : ce n'est a priori pas quand les sans-papiers sont mobilisés que la police va venir les arrêter, mais quand ils seront isolés les uns des autres et des associations qui les soutiennent. Cette occupation a pour but d'obtenir un large soutien des populations de l'agglomération nantaise et de faire pression sur la préfecture de Loire-Atlantique. Environ 600 personnes ont déposé un dossier avant le 1^{er} novembre 1997. Au 26 mars, selon la préfecture, 275 dossiers avaient été traités, dont 195 auraient obtenu une réponse positive, chiffre contesté par les associations. Toujours est-il qu'il reste une moitié de personnes qui n'ont pas obtenu de réponse. Depuis des mois, voire des années, ces personnes sont en proie à la mauvaise foi et aux tracasseries administratives de la préfecture, qui leur demande sans cesse de nouvelles pièces justificatives. Une fois les pièces rassemblées, la préfecture remet en cause parfois leur authenticité.

Guigou-Pasqua : même loi, même combat !

Cela est particulièrement vrai pour les demandeurs guinéens, qui forment aujourd'hui la grande majorité des occupants de l'église Sainte-Thérèse. Les Guinéennes et les Guinéens se sont retrouvés assez nombreux à Nantes ces dernières années, notre ville ayant acquis la réputation d'être une ville accueillante, tout du moins d'avoir un tissu associatif dynamique : car la qualité de l'accueil à la préfecture est souvent dénoncée comme « détestable » (1), ainsi que le comportement de certains policiers, notamment de la D.I.C.I.L.E.C. (2). Les Guinéens sont venus en France pour fuir la misère et la répression qui existent dans leur État, un des plus pauvres du monde. La plupart de leurs demandes d'asile politique étaient rejetées par l'O.F.P.R.A. Cependant, pendant le traitement des dossiers de demande d'asile, ces personnes ont vécu en France. Des Guinéennes y ont donné naissance à des enfants qui, pour certains, sont devenus français du fait du destin croisé de la France et de la Guinée. Explications

: la Guinée est une ancienne colonie française. Les personnes nées en Guinée avant l'indépendance de 1958 avaient la nationalité française, même si elles l'ont perdue au moment de l'indépendance. D'après la règle dite du « double sol » (Toute personne née en France d'un parent lui-même né en France est française dès sa naissance), ces enfants naissent Français si un de leurs parents était lui-même né avant 1958. Cela était vrai jusqu'au 1^{er} janvier 1994, date à laquelle prenait effet la loi Méhaignerie-Pasqua de 1993 réformant le code de la nationalité et notamment la règle du « double sol » au nom d'un cynique « toilettage » : depuis le 1^{er} janvier 1994, le « double sol » ne s'applique plus aux enfants nés en France de parents nés avant l'indépendance dans les anciennes colonies. Lors du vote de la loi Guigou en 1997, la nouvelle majorité de gauche n'a pas jugé utile d'abroger ces dispositions de la loi Méhaignerie-Pasqua.

Mobilisation contre le racisme d'État

Néanmoins, quelques personnes de nationalité guinéenne sont parents d'enfants français et, à ce titre, auraient dû obtenir une carte de résident en France. Une précédente circulaire, faite par Mitterrand, Balladur et Pasqua entre les deux tours des élections présidentielles de 1995, permettait cette régularisation des parents étrangers d'enfants français. À Nantes, des dizaines de personnes devaient bénéficier de cette mesure. En fait, seule une petite partie d'entre elles ont obtenu des papiers car l'administration a systématiquement remis en cause les états civils des Guinéens nés avant l'indépendance, les actes de naissance versés aux dossiers étant – selon l'administration – des faux ou des « documents de complaisance » fabriqués avec l'intention de mentir sur la date de naissance des intéressés et de bénéficier ainsi frauduleusement d'une carte de résident.

Ce sont aujourd'hui une partie de ces personnes qui se retrouvent dans l'occupation de Sainte-Thérèse. On comprend qu'elles en ont gros sur la patate, ballottées d'espoir, trahies par les politiciens et victimes de la « politique de guichet » des administrations. Il convient de dénoncer les impostures des socialistes, et particulièrement du député-maire Jean-Marc Ayraut. D'un côté, il finance de belles cérémonies pour commémorer les 400 ans de l'Édit de Nantes et les 150 ans de l'abolition de l'esclavage ; de l'autre, en tant que président du groupe socialiste à l'Assemblée, il a empêché dans les rangs socialistes tout dépôt d'amendement et toute critique du projet Chevènement. La meilleure manière de le désavouer est de réussir la mobilisation en faveur des sans-papiers.

Hervé. – groupe Milly Witkop (Nantes)

(1) Lire le rapport 96-97 de l'Observatoire nantais des libertés. Il est disponible (30 F port compris) : O.N.L., 10, bis bd Stalingrad, 44 000 Nantes.

(2) Direction centrale du contrôle de l'immigration et de lutte contre l'emploi des clandestins.

Pour l'égalité : un projet et des combats

gens vivent plus ou moins bien individuellement, ne génèrent que démission et désabusement. Et à chaque fois, parce qu'on ignore un projet politique fort, fédérateur et structurant les luttes d'hier et d'aujourd'hui, il faut rebâtir, tout reprendre à zéro à chaque nouveau mouvement en perdant donc la somme des expériences passées. Pendant ce temps, le monstre capitaliste continue à avancer et met l'État et la société sous surveillance pour empêcher toute contestation sociale.

Proposer quoi ?

Nous avons à proposer un projet global qui concentre et fasse s'exprimer les résistances, qui dépasse une critique du seul libéralisme, qui dresse un bilan sans concession des effets conjugués du capitalisme et de l'étatisme, qui permette de connecter et de fédérer des luttes sociales ou politiques, qui capitalisent et

donnent du sens aux démarches militantes en recherche d'identité profonde, pour aboutir à une dynamique réellement émancipatrice.

Les militants anarchistes doivent prioritairement sans doute travailler à la mise en relation des différents aspects de la contestation sociale pour mieux la radicaliser et la généraliser. Concrètement, il faut amener les chômeurs à s'intéresser à la situation des établissements scolaires de la région parisienne ; faire toucher du doigt aux élèves et à leurs enseignants en lutte que la politique d'apartheid éducatif et social dont ils sont victimes est sous-tendue par une vision « économiciste » de la société par l'État, la même vision que celle qui justifie d'abord la venue d'immigrés puis leur expulsion, etc. Ces points de jonction peuvent se constituer dans le débat idéologique, dans l'investissement aux côtés de ceux qui luttent, dans la structuration de mouvements autonomes

suite de la première page

mais organisés, dans la constitution de « lieux » où les gens peuvent se rencontrer pour échanger et mettre en commun leurs expériences (Maison des ensembles, vision moderne et élargie des bourses du travail du début du siècle).

Tout ceci pour s'acheminer vers un projet que nous baptisons « société libertaire ». Mais il faut aussi pour cela que nous, anarchistes, redémarions les débats à caractère constructif ; il nous faut nous réapproprier notre propre histoire et notre projet pour mieux le connaître et se sentir plus fort quand il faut le décliner sous forme de parole publique (tracts, brochures, réunions...).

La tâche est vaste, soyons en conscients. Mais c'est à ce prix seulement que l'opposition antilibérale deviendra une opposition radicale au capitalisme et aux puissants de ce monde.

Daniel. – Groupe du Gard

A G E N D A

jeudi 7 mai

PARIS : Les groupes communiste-anarchistes Malatesta, Ni Dieu ni maître, l'Entraide et des individus de la Fédération anarchiste organisent à une **causerie anar**, de 20 h.30 à 22 h.30 au café-restaurant le « Maldoror », 10 rue de Grand Prieuré, (11^e).

vendredi 8 mai

ORLÉANS : Le groupe libertaire de Tours F.A./No Pasaran vous donne rendez-vous à partir de midi au Kiosque Saint-Jean de la voile afin de rencontrer la **Fédération anarchiste**.

samedi 9 mai

SAINT-OUEN (93) : L'association Le vent du ch'min et la commission vidéo de la F.A. organisent une rencontre sur les **anarchistes et la répression**. À 16 heures : Les prisonniers de Bragado (documentaire) ; 17 h 15 : débat ; 18 heures : Sacco et Vanzetti, l'affaire Pinelli (documentaires) ; 19 heures : surprise ; 20 heures : buvette et restauration ; 20 h 30 la Fédération anarchiste et la répression (débat avec des militants de la F.A.) ; 21 h 30 : Delgado et Granados, un crime légal (documentaire) ; 22 h 30 : dernières discussions autour d'un verre. 31 rue Farcot (M^e Garibaldi).

8, 9, 10 mai

LYON : La librairie libertaire la Gryffe organise **trois journées de rencontres militantes**, discussions, soirée dansante et concert : une occasion parmi d'autres de faire le point sur le mouvement social, les formes de lutte, le mouvement libertaire depuis Mai 68 et de réfléchir aux moyens futurs pour agir sur le monde. Elles se dérouleront au CCO, 39 av. Courteline à Villeurbanne : débats, tables de presse, exposition, restauration et buvette, soirée dansante le vendredi 8 et concert le samedi 9 avec Igor Ringard (accordéon, chansons drôles et révolutionnaires) et A.S.S.E (Another Sound System Experience, reggae-dub de Saint-Etienne). P.A.F 20 F la journée, 50 F les trois jours. La Gryffe 5 rue Sébastien-Gryphe, tél. fax 04.78.61.02.25. Ouverture du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures.

dimanche 10 mai

SAINT-OUEN (93) : La C.N.T. organise la **fête de la lutte syndicale 93**. De 10 h jusqu'à 20 heures : des ateliers et des expositions ; midi : repas commun (rés. au 01 43 01 85 52) ; 15 heures : débat sur l'éducation ; 17 heures : lâcher de ballons ; 18 heures : projection de « Pas vu à la télé » (documentaire de Pierre Carles) ; 19 heures : dernier verre avant la fin de la journée. 31 rue Farcot (M^e Garibaldi).

lundi 11 mai

ROUEN : Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une **réunion publique sur l'Éducation** avec un membre de l'école libertaire Bonaventure à 20 h 30 à la Halle aux toiles.

mardi 12 mai

EVREUX : Conférence animée par J.-M. Raynaud (école Bonaventure) sur **l'éducation, enjeu de société** à 20 h 30 1, rue Isambard. Association « Grain de pollen » - Comité contre le chômage et la précarité.

vendredi 15 mai

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste et les Sorcières Sans Frontières organisent une conférence publique sur le thème « **1968-1998 : Féministes tant qu'il le faudra...** » à 20 h 30 à la salle bidault (Kursaal).

MONTPELLIER : Le groupe « Un autre futur » de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème « **l'avortement : historique et actualité des luttes** » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 16 mai

Journée nationale d'action des sans-papiers : Paris, Lille, Lyon, Montpellier...

AVIGNON : Le syndicat interco de la C.N.T. co-organise, avec le théâtre du Chêne Noir et le cinéma Utopia la projection du film de William Klein **Grand soir et petits matins** qui sera suivie d'un débat sur Mai 68, à 20 heures au Chêne Noir, 8 bis, rue Sainte-Catherine.

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat sur **Le livre noir du communisme** avec deux des auteurs (Jean-Louis Panné et Sylvain Bouloque) à 20 h 30, 1bis, rue Emilie (près de la gare).

LYON : L'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste appelle dans le cadre de la **Journée d'action des sans-papiers**, à un rassemblement de solidarité à 15 heures place Bellecour.

OLÉRON : L'école libertaire Bonaventure organise une journée portes ouvertes de 9 à 17 heures, 35 allée de l'Angle - Chaucre, 17190 St Georges d'Oléron. tél-fax : 05-46-75-08-92 ; E-mail : bonaventure@wanadoo.fr.